

avec l'ampleur de la manifestation du matin et l'agressivité de la campagne du PC (« les profanateurs de tombes »...). C'est à dire que pour une évolution conjoncturelle des rapports, en France, entre l'extrême-gauche et le PC, le PSU était prêt à abandonner la nécessaire bataille pour l'unité face à l'agression impérialiste en Indochine. Le 1er mai n'avait rien changé au sens du 8 mai pour l'Indochine. Le 8 mai était par ailleurs une excellente occasion d'imposer le FSI dans la rue, comme force militante. Là encore le PSU renonçait à construire réellement le FSI.

— l'axe autour duquel se construisait le FSI s'est avéré solide. Le PSU a jeté tout son poids dans la bataille, menaçant de dénoncer publiquement le FSI s'il appelait à manifester le 8. Le CIC et quelques personnalités avaient très peur, dans de telles conditions (retrait du PSU, plus, campagne hystérique du PC) de voir le cortège FSI réduit à sa plus simple expression et devoir s'affronter physiquement avec le PC. Ce qui aurait été lamentable et grave. Nous avons dû en conséquence renoncer à la tenue d'un cortège FSI et se contenter d'un cortège Ligue-AMR-MDPL (ce qui nous aura permis de prouver la validité de nos analyses quant à l'absence de bagarres...). Mais l'important fut qu'un vote trancha en faveur d'un appel public du FSI à la manifestation (malgré l'absence de cortège). Ce vote était compris par tous comme une prise de position fondamentale en faveur de la continuité de l'action et de la politique d'unité conséquente.

— notre capacité à assumer nos responsabilités dans la construction du FSI comme organisation unitaire et militante s'est à nouveau pratiquement manifestée.

Cette dernière crise a fait perdre au FSI une deuxième chance de percée militante (8 mai). Cette bataille politique interdira par ailleurs la tenue, prévue avant les vacances, du meeting de fraternisation FRI-militants américains. Mais elle a permis de délimiter (définitivement ?) le projet FSI, à nouveau et plus profondément qu'auparavant. Après cette crise, les ultra-gauches se retirent du FSI, officiellement ou pratiquement. Le PSU, pour sa part, boudera jusqu'à la rentrée : il ne participera à aucune réunion sans rompre pour autant, et ne reviendra qu'en octobre 71.

Bilan du 6 novembre 71.

La rentrée universitaire 71-72, avec la perspective du 6 novembre, nous a donné enfin l'occasion de tirer profit de cette clarification politique et d'engager la bataille pour la construction militante du FSI. Nous avons décidé de faire du 6 novembre une journée largement unitaire pour trois raisons :

* Parce qu'un de nos objectifs fondamentaux reste la réalisation du front unique le plus large pour la défense de la révolution indochinoise (ont été conviés non seulement l'extrême-gauche, mais aussi CFDT, PC, CGT, etc.).

* Parce que nous avons intérêt à entraîner les militants des organisations qui ne participent pas au FSI (LO, ultra-gauches, JC, UEC...) sur le terrain de la lutte internationaliste.

* Pour assurer un succès numérique maximum le 6 novembre.

Ceci dit, l'objectif était, et reste, la construction, grâce au 6, des bases d'une activité de solidarité permanente. A savoir le FSI. Le 6 novembre ne prendra tout son sens qu'avec ce qui suivra. Le 6 a rempli l'essentiel de ses fonctions. Le reste dépendra de nous...

1) En ce qui concerne l'apparition du FSI comme organisation de masse, le succès est évident :

* La journée du 6 est la « journée nationale d'action » la plus importante que nous ayons animée (compte non tenu de campagnes assez spécifiques du genre Guiot et Burgos). Tant par le nombre de villes où des actions ont eu lieu (voir le nombre de villes où se sont déroulées des manifestations) que par l'ampleur des manifestations.

* Dans l'ensemble, c'est le FSI-LC qui a dominé et marqué de son sceau ces manifestations. Le FSI apparaît ainsi non seulement comme celui qui a eu l'initiative de cette journée, mais aussi comme l'organisation derrière laquelle la majorité des manifestants se sont regroupés.

* Le FSI apparaît comme la seule organisation qui veuille prolonger le 6 par un travail de masse permanent de solidarité militante.

2) En ce qui concerne les rapports du FSI avec les représentants du FRI : dès le début ces derniers ont soutenu la perspective de lancement du FSI. A la rentrée, cependant, le FSI en était à un stade tel qu'ils se demandaient s'il réussirait à sortir des affres de la naissance. L'ampleur de la journée du 6 les a visiblement rassurés et impressionnés. Le GRP ne devait envoyer au meeting parisien du 10 qu'un membre du bureau d'information. Après la manifestation, ils ont envoyé un expert

de la délégation. La RDV ne devait pas venir, et pour la première fois depuis Mai 68, elle est intervenue en tant que telle dans un meeting organisé par l'extrême-gauche. Ce meeting du 10 a d'ailleurs été un succès politique considérable (malgré le fait qu'une partie du balcon n'ait pas été remplie). C'est la première fois que se trouvaient côte à côte, et fraternisant, les militants anti-guerre des USA, les représentants des quatre peuples d'Indochine, et un représentant de l'opposition urbaine à Saïgon. Que cela se soit passé à l'initiative du FSI est très important.

3) En ce qui concerne le mouvement ouvrier traditionnel : là encore les « retombées » du 6 seront importantes. Dans plusieurs villes de province, la CFDT a participé ou a soutenu les manifestations. Dès avant le 6 les Vietnamiens ont clairement signifié au cartel des 44 que le FSI devrait être associé à une initiative internationale que la conférence de Stockholm doit tenir en février à Paris. Il sera toujours plus difficile au PC d'interdire au FSI (qui vient d'envoyer une lettre à Stockholm et aux 44) de participer aux structures et aux activités unitaires. Cette journée FSI est d'autant plus grave pour le PC que ce jour là les 44 brillaient par leur absence et que là où le PC a voulu passer à la contre-offensive, cela a poussé à la déroute (Toulouse). Pour peu que nos perspectives se réalisent, l'Indochine, loin de rester un terrain permettant au PC de redorer son activité avec peu de danger, redeviendra un terrain de confrontation important avec l'extrême-gauche révolutionnaire. L'année dernière, pour ce qui est des actions de masse, nous étions à la remorque du PC. Cette année, nous avons pris l'offensive.

4) En ce qui concerne l'extrême-gauche, la décantation s'y poursuit.

* Les ultra-gauches ont compris le 6 en termes essentiellement tactiques. A savoir, l'occasion pour eux d'assurer une rentrée politique avec le maximum de garanties. Le plus bel exemple en est Révolution, qui participe à Marseille à un cortège unifié (tout en rompant certains accords), participe à Paris à un cortège ultra-gauche (en rompant d'autres accords unitaires, en imposant leur banderole à la tête du cortège ultra-gauche à la place de celle du SR), et boycotte la manifestation à Rouen. Sur le plan national, les ultra-gauches sont apparus nettement affaiblis, au moins sur ce terrain. A Paris, ils sont en outre apparus fort divisés : la nécessité de faire pièce au cortège FSI leur imposait une unité minimum, malgré cela ils ne purent se mettre d'accord sur la banderole de tête de leur cortège. Une pléiade de petits groupes réapparut à cette occasion, souvent de façon fort sectaire (« Oser lutter », groupe Dimitrov, Ligue Rouge...). A nouveau sur Révolution : ce groupe semble faire aujourd'hui un choix précis, à savoir s'immiscer dans la crise du courant maoïste pour tenter d'y apparaître comme pôle de référence et de recomposition. Ce qui explique son intégration « conflictuelle » aux cortèges ultra-gauches, dont il a cherché à prendre la tête en tant que tel, et son mot d'ordre central : « La Chine est rouge, l'Indochine le sera bientôt ». Ce faisant il se place, au moins partiellement, sur le terrain spontanéiste. Il est peu probable qu'il évite en conséquence de graves difficultés. Un clivage semble déjà se dessiner entre des courants plus ouvertement spontanéistes (Céline, Malert...) et des courants « centristes » plus classiques (Joshua...).

* Le PSU a connu une politique parfaitement éclatée sur le plan national, participant parfois, refusant dès l'origine, ou, plus souvent, rompant les accords peu avant le 6 (voir Rouge). Deux constantes seulement : les hésitations et la faiblesse de leurs capacités militantes. Une donnée intéressante : à Paris, la Fédé a voté pour la participation au cortège FSI et la tendance Kergoat-Vessillier (Simon semblant à l'écart) a organisé un cortège qui regroupait plus de militants que celui de la GR et du PSU du SR. La tendance Rocard était au grand complet dans le groupe de « personnalités » de tête, mais absente de la mobilisation. Sur le plan national comme sur le plan parisien, il est très probable que le PSU ne se désolidarise plus du FSI. Ceci est très important, même si sur le plan militant cela apporte généralement peu. Cela consolide en effet le caractère de « front unitaire » du FSI. En province cela restera très différencié.

* Les autres courants, MDPL, AMR, CIC, se sont généralement intégrés aux cortèges FSI que nous structurions.

6) On voit que les conditions politiques générales, par rapport à l'extrême-gauche, au mouvement ouvrier, au FRI, etc., nécessaires pour le développement de notre activité ont été largement améliorées par le 6. Qu'en est-il des conditions organisationnelles ? A la veille du 6 novembre, nous avions gagné la bataille pour un centre national, pour une alliance, un projet, un sigle. Mais ce centre n'avait encore que très peu de résonance « de base ». Il ne devait pas exister plus de cinq comités permanents... Qu'en est-il maintenant ? Il est encore impossible de faire un tableau précis et complet des retombées